

Conférence de presse conjointe

La police congolaise entrave la rencontre citoyenne organisée par L'OCDH et le Mouvement Ras-le-bol.

Brazzaville le 24 mai 2017. Dans le but d'informer les citoyens congolais sur les questions des droits humains et d'éveiller les consciences sur les enjeux inhérents à la défense de ces droits, l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) et le Mouvement citoyen Ras-le-bol avaient prévu organiser le samedi 20 Mai 2017, une rencontre citoyenne sous le thème « **Comprendre les droits de l'Homme et les revendiquer** ».

Cette activité devrait se tenir dans la salle de conférence du siège de la Convention Nationale des Droits de l'Homme (CONADHO) située sur l'avenue Mastoua dans l'arrondissement 2 Bacongo.

Le 19 mai 2017, un jour avant la tenue de cette activité, les responsables de la CONADHO ont été convoqués par téléphone à la direction départementale de la police. Le directeur départemental de la police, le général **Bouity** a affiché son hostilité à notre activité et a demandé aux responsables de la CONADHO de ne pas nous accorder la salle. Ainsi, ces derniers ont cédé par contraintes.

Nous rappelons que le lieu choisi pour cette rencontre citoyenne n'est nullement du domaine public pour se subordonner à une quelconque autorisation des autorités. Notre activité, contrairement aux raisons farfelues invoquées par les autorités policières, n'avait aucun caractère politique, car nos deux organisations sont apolitiques.

Le samedi 20 mai 2017, tôt dans la matinée, la police était déjà présente sur les lieux. Les responsables de la CONADHO ont été obligés de fermer leurs locaux et de partir sous la pression, abandonnant les organisateurs (OCDH-Ras-le bol) et les invités avec les policiers. Les participants ont été dispersés par crainte des représailles.

L'opération a été conduite par le capitaine **Yengo** du commissariat de police de Bacongo. « **Nous avons reçu des instructions de la hiérarchie et nous devons appliquer ses instructions, cela ne relève pas notre volonté...** », affirmait ce capitaine au Directeur exécutif de l'OCDH au cours de la discussion.

Nonobstant les manœuvres policières, notre activité a dû être délocalisée et improvisée dans des circonstances très difficiles. Nos deux organisations sont très inquiètes de l'ingérence négative des autorités policières dans l'action de la société civile et constatent une réelle volonté de ces autorités de restreindre le champ d'action de la société civile et d'étouffer toute action d'éveil de consciences citoyennes.

Nous condamnons cette attitude et demandons aux autorités d'avoir un comportement démocratique, d'être plus professionnelles et de s'abstenir de s'ingérer négativement dans l'action des organisations de la société civile.

Contacts :

OCDH : (+242) 05 768 10 99/05 533 07 63

Ras-le-bol : (+242) 06 945 35 58 – 06 811 21 01